

LOIS

LOI n° 67-965 du 2 novembre 1967 modifiant les articles 4 et 6 de la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Les alinéas 2, 3, 4 de l'article 4 de la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 4. — »

« Les dirigeants, les personnes exerçant la profession définie au titre 1^{er} et celles qui fréquentent un établissement d'éducation physique ou sportive visé au présent titre, sont soumis à un contrôle médical périodique dans des conditions déterminées par un décret en Conseil d'Etat.

« Les personnes physiques ou les personnes morales de droit privé qui exploitent un établissement d'éducation physique ou sportive doivent être couvertes par une assurance garantissant, pour les risques encourus à l'occasion des activités enseignées dans l'établissement, leur propre responsabilité civile, celle des éducateurs visés à l'article 1^{er} et celle des personnes fréquentant ledit établissement. Les modalités d'application de cette obligation d'assurance, et notamment la nature et l'étendue de la garantie que devront comporter les contrats souscrits par les exploitants, seront fixées par décret en Conseil d'Etat.

« L'obligation d'assurance entrera en vigueur le premier jour du troisième mois, suivant la publication du décret susvisé.

« A compter de cette date, tout contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile des exploitants sera, nonobstant toute clause contraire, réputé comporter des garanties au moins équivalentes à celles fixées dans le décret prévu. »

Art. 2. — L'article 6 constituant le titre III de la loi n° 63-807 du 6 août 1963 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 6. — Les diplômes déterminés par le ministre de la jeunesse et des sports dans les conditions prévues à l'article 1^{er} ci-dessus seront délivrés sur titres et sans examen aux personnes qui en feront la demande, exerçant à la date de la publication des arrêtés prévus audit article 1^{er} (2°-a).

« Les personnes qui, à la date de la publication de ces arrêtés ne possèdent pas les diplômes qu'ils prévoient mais exercent leur activité depuis deux ans au moins, sont autorisées de plein droit à continuer cette activité sauf décision contraire prise, l'intéressé entendu, et dans un délai de deux ans, par arrêté du ministre de la jeunesse et des sports et, le cas échéant, du ou des ministres intéressés. »

Art. 3. — Le point de départ du délai prévu au deuxième alinéa de l'article 6 ci-dessus est la date de la publication de la

présente loi en ce qui concerne les qualifications correspondant à des diplômes déjà créés. Pour les arrêtés à intervenir ultérieurement ce point de départ sera la date de leur publication.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 2 novembre 1967.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
GEORGES POMPIDOU.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
LOUIS JOXE.

Le ministre de l'intérieur,
CHRISTIAN FOUCHET.

Le ministre des armées,
PIERRE MESSMER.

Le Premier ministre,
ministre de l'économie et des finances par intérim,
GEORGES POMPIDOU.

Le ministre de l'éducation nationale,
ALAIN PEYREFITTE.

Le ministre de l'agriculture,
EDGAR FAURE.

Le ministre des affaires sociales,
JEAN-MARCEL JEANNENEY.

Le ministre de la jeunesse et des sports,
FRANÇOIS MISSOFFE.

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Effectifs de certains personnels médicaux du centre hospitalier et universitaire de Paris.

Par arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et du ministre des affaires sociales en date du 18 octobre 1967, les effectifs des personnels médicaux temporaires visés à l'article 1^{er} du décret n° 60-1030 du 24 septembre 1960 modifié ainsi que du corps de personnel titulaire visé au 3^e dudit article sont, pour l'année universitaire 1967-1968, fixés conformément au tableau ci-annexé, en ce qui concerne le centre hospitalier et universitaire de Paris.

Dans ce tableau, la colonne n° 2 (Effectif théorique) définit le nombre des postes hospitalo-universitaires qui seraient nécessaires pour appliquer complètement la réforme en l'état actuel de la capacité du centre hospitalier régional et des cadres de la faculté de médecine.

Les colonnes n°s 3 et 4 (Effectif commun) définissent le nombre de postes hospitalo-universitaires communs à la faculté de médecine et au centre hospitalier régional dont chacune des parties (hospitalière et universitaire) est occupée par le même praticien. Dans quelques cas, qui font l'objet d'une note à la suite du tableau, certaines personnes peuvent exercer les doubles fonctions hospitalières et universitaires dans deux disciplines différentes.

Dans les colonnes n° 5 et n° 6 figurent les postes dont chacune des parties (hospitalière et universitaire) est occupée par un praticien différent.

La colonne n° 7 définit les emplois hospitaliers en excédent numérique de l'effectif commun.

Les colonnes n° 8 et n° 9 précisent les emplois universitaires en excédent numérique de l'effectif commun.

Dans la colonne n° 3 figurent les postes occupés par les personnels titulaires visés au 3^e de l'article 1^{er} du décret n° 60-1030 modifié du 24 septembre 1960.

Les colonnes n° 4, n° 6, n° 7 et n° 9 indiquent les postes occupés par des personnels temporaires, hospitaliers ou universitaires.

Les colonnes n° 5 et n° 8 précisent les postes occupés par des chefs de travaux, stagiaires ou titulaires, régis par le décret du 27 octobre 1950.

Loi n° 67-965 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 101 ;

Rapport de M. Bernard Marie, au nom de la commission des affaires culturelles (n° 220) ;

Discussion et adoption le 3 octobre 1967.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 1 (1967-1968) ;

Rapport de M. Noury, au nom de la commission des affaires culturelles, n° 6 (1967-1968) ;

Discussion et adoption le 19 octobre 1967.